

**Décret n° 2003-560/PRES/PM/MEDEV du 29 octobre 2003 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du dispositif institutionnel de suivi du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).(JO N°46 DU 13 NOVEMBRE 2003)**

LE PRESIDENT DU FASO

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

VU la Constitution

VU le décret n° 2002-204/PRES du 6 juin 2002, portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2002-205/PRES/PM du 10 juin 2002 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso

VU le décret n° 2002-254/PRES/PM/SGG-CM du 17 juillet 2002 portant organisation type des départements ministériels ;

VU le décret n° 2002-255/PRES/PM du 18 juillet 2002 portant attribution des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 2002-386/PRES/PM/MEDEV du 30 septembre 2002 portant organisation du Ministère de l'économie et du développement ;

SUR rapport du Ministre de l'économie et du développement ;

LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 08 octobre 2003 ;

**D E C R E T E**

**TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Chapitre 1 : De la création et de la composition du dispositif institutionnel**

Article 1 : Dans le cadre de la coordination et du suivi de la mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), il est institué un dispositif institutionnel.

Le dispositif institutionnel de suivi du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) comprend :

- des organes ;
- et des instances.

**Chapitre 2 : Des attributions du dispositif institutionnel de suivi du CSLP**

Article 2 : Le dispositif institutionnel est le mécanisme de coordination du suivi de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. A ce titre, il a particulièrement pour objectifs de :

- apprécier les directives en matière de lutte contre la pauvreté aux niveaux national, sectoriel et régional ou par domaine d'activité ;
- fixer le calendrier de formulation et d'ajustement de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ;

- examiner et valider les résultats des travaux d'élaboration et de réajustement de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ;
- examiner et valider les bilans périodiques de mise en œuvre ;
- recommander des études à caractère général ou spécifiques nécessaires à l'approfondissement des éléments de politique ;
- examiner et valider le système de monitoring et d'évaluation de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ;

proposer des contrats d'objectifs avec le secteur privé et la société civile.

## TITRE II : ORGANES DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

### Chapitre 1 : Des organes composant le dispositif institutionnel

Article 3 : Le dispositif institutionnel de suivi du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté comprend les organes ci-après :

- le Comité ministériel d'orientation et de suivi ;
- les Commissions sectorielles et thématiques ;
- le Secrétariat exécutif du dispositif institutionnel de suivi du CSLP.

### Chapitre 2 : Du Comité ministériel d'orientation et de suivi

Article 4 : Le Comité ministériel d'orientation et de suivi a pour mission de :

- apprécier les rapports d'exécution des plans d'actions définis dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre pauvreté ;
- approuver les propositions de réajustement de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté résultant de l'évaluation de l'exécution des plans d'actions sectoriels ;
- rechercher des solutions appropriées aux problèmes inhérents à la mise en œuvre de la stratégie nationale ;
- assurer les arbitrages et définir les mesures appropriées pour lever les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre de la stratégie nationale.

Article 5 : Le Comité ministériel d'orientation et de suivi est présidé par le Premier Ministre. Il est assisté du Ministre de l'économie et du développement et du Ministre des finances et du budget. Il comprend en outre les présidents et les vice-présidents des Commissions sectorielles et thématiques.

### Chapitre 3 : Des Commissions sectorielles et thématiques

Article 6 : Les Commissions sectorielles et thématiques sont placées sous la direction des membres du Gouvernement. Elles ont pour mission essentielle de :

- apprécier les politiques sectorielles en cohérence avec la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ;
- apprécier les réformes institutionnelles ;

- approfondir les mesures d'incitation et de promotion du secteur privé ;
- établir les bilans de mise en œuvre des différentes politiques dans la perspective de la lutte contre la pauvreté ;
- apprécier le système de monitoring et d'évaluation au niveau sectoriel.

Article 7 : Les Commissions sectorielles et thématiques sont au nombre de six :

- la Commission sectorielle chargée du développement rural et de la sécurité alimentaire ;
- la Commission sectorielle chargée des secteurs sociaux ;
- la Commission sectorielle chargée des infrastructures économiques ;
- la Commission chargée de la gouvernance, des réformes institutionnelles et de la décentralisation ;
- la Commission chargée de la promotion du secteur privé et de la compétitivité ;
- la Commission chargée des finances publiques et de l'allocation des ressources.

Chapitre 4 : Du Secrétariat exécutif du dispositif institutionnel

Article 8 : Le Secrétariat exécutif du dispositif institutionnel de suivi du CSLP est assuré par le Secrétariat technique pour la coordination de programmes de développement économique et social (STC-PDES). Il assiste les différents échelons du dispositif. A cet effet, il organise la convocation et la diffusion des résultats de leurs réunions respectives.

Les Directions régionales de l'économie et du développement (DRED) assureront le Secrétariat technique des Conseils consultatifs régionaux de développement en ce qui concerne les sessions consacrées au CSLP.

### TITRE III : INSTANCES DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Chapitre 1 : Des instances composant le dispositif institutionnel

Article 9 : Outre les organes ci-dessus, le dispositif institutionnel de suivi du CSLP comprend les instances ci-après :

- des instances régionales ;
- des Assises nationales du CSLP ;
- un Cadre de concertation Gouvernement-Partenaires au développement.

Chapitre 2 : Des instances régionales

Article 10 : Les Conseils consultatifs régionaux de développement (CCRD) tiennent lieu d'instances régionales du dispositif de suivi du CSLP. Ils constituent les relais locaux du mécanisme national.

Chapitre 3 : Des Assises nationales du CSLP

Article 11 : Les assises nationales du CSLP, placées sous la présidence du Premier Ministre, assisté du Ministre de l'économie et du développement et du Ministre des finances et du budget sont organisées pour :

- valider les différents rapports nationaux et régionaux de mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ;
- apprécier la pertinence des propositions de réajustement de la stratégie nationale ;
- donner des directives quant à l'efficacité de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Article 12 : Les membres des commissions sectorielles et thématiques, des conseils consultatifs régionaux de développement ainsi que les partenaires au développement prennent part à ces assises qui se tiennent une fois par an sur convocation du Premier Ministre.

#### Chapitre 4 : Du Cadre de concertation Gouvernement-Partenaires au développement

Article 13 : Le Cadre de concertation avec les partenaires au développement est un mécanisme ad hoc institué pour favoriser le dialogue de politiques entre le Gouvernement et ses partenaires. Il est coprésidé par le Ministre de l'économie et du développement et le Ministre des finances et du budget et regroupe l'ensemble des partenaires techniques et financiers ainsi que les représentants de la société civile et du secteur privé. Il se réunit en tant que de besoin et selon une périodicité convenue d'accord parties.

### TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

#### Chapitre 1 : Des dispositions diverses

Article 14 : Le dispositif institutionnel de suivi du CSLP peut faire appel à toute personne physique ou morale pour ses qualités et compétences.

Article 15 : Des arrêtés du Premier Ministre viendront préciser les attributions, la composition et le fonctionnement du Comité ministériel d'orientation et de suivi, des Commissions sectorielles et thématiques.

#### Chapitre 2 : Des dispositions finales

Article 16 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le décret n° 2001-150/PRES/PM/MEF du 23 avril 2001.

Article 17 : Le Ministre de l'économie et du développement, le Ministre des finances et du budget et le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 29 octobre 2003

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre,

Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre des finances et du budget

Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE

Le Ministre de l'économie et du développement

Seydou BOUDA

Le Ministre de l'administration territoriale

et de la décentralisation

Moumouni FABRE